

« TENDANCES DE L'ORIENT »

Le capitalisme sauvage est en crise

par Pierre Khalaf

PARTENAIRES | BEYROUTH (LIBAN) | 17 OCTOBRE 2011

ENGLISH



Le mouvement « Occupez Wall Street » atteste d'une révolte aux États-Unis contre le système financier. Cependant, ce mouvement n'ayant pas de bases idéologiques claires, il est pour le moment largement infiltré et stérilisé. Quoi qu'il en soit, il préfigure probablement une transformation profonde de l'opinion publique états-unienne.

La tendance générale

Le capitalisme sauvage est en crise

Le 15 octobre est la date choisie pour « occuper les grandes bourses internationales » après l'intensification de la campagne baptisée « *Occupez Wall Street* », aux États-Unis. Ce mouvement est le point de départ d'une vaste contestation planétaire, initiée par des forums et des associations de 71 pays, venant surtout des nations industrialisées. Ces militants ont recommandé de poursuivre et de renforcer ce mouvement mondial contre la misère sociale et la cupidité impérialiste de l'Occident.

L'ordre mondial imposé par les puissances impérialistes a encouragé l'émergence d'un système injuste et dégradant, caractérisé par la fonte des acquis sociaux, un affaiblissement des institutions étatiques et une gestion des affaires publiques dominée par les plus puissants. Les concepts de droits et de justice sont remplacés par la répression économique, la violence armée et l'imposition de la loi des plus forts.

Face à cette injustice généralisée, les peuples se réveillent. Les manifestations organisées à New York, Lisbonne, Rome, Madrid et Athènes prennent de l'ampleur et pourrait paver la voie à une mobilisation durable des populations appauvries et désespérées.

Les tentatives de l'Occident visant à édifier un monde unipolaire soumis seront vouées à l'échec. Les BRICS, conduits par la Russie et la Chine, semblent déterminés à faire preuve de fermeté face à l'agressivité de l'Occident. On l'a constaté dans le double veto des deux pays au projet déséquilibrés de sanctions contre la Syrie.

Ce front pourrait dans un proche avenir se poser comme puissance alternative à l'hégémonie des États-Unis et de leurs alliés occidentaux.

La marche et le siège des « *indignés* » dans les villes européennes et la poursuite de la mobilisation contre le système aux États-Unis sont des signaux qui ne trompent pas que les populations commencent à comprendre que les horizons sont bouchées et que leur avenir et celui de leurs enfants sont sérieusement compromis et menacés.

Les médias occidentaux cherchent à minimiser ce phénomène en le considérant comme étant la manifestation d'un certain mécontentement. Mais il est clair que ce mouvement va au-delà d'une simple frustration passagère. Il commence à prendre racine, à s'étaler dans le temps et à se radicaliser.

L'impérialisme est en crise et il est peu probable que l'ancienne formule qui consistait à faire diversion en exportant les problèmes à travers des aventures coloniales puisse fonctionner encore une fois.

La tendance en Syrie

Manipulation médiatique et pressions politiques

En dépit du recul du mouvement de contestation, de la baisse de la mobilisation et de la faiblesse de l'opposition, les médias occidentaux et ceux des pays du Golfe continuent de couvrir les événements en Syrie comme si rien n'avait changé en six mois.

Ces médias continuent d'amplifier le nombre de manifestants et de passer en boucle des images souvent piochées dans les archives ou venant d'autres pays et attribuées à la Syrie. Dans le même temps, ils passent sous silence, ou accordent une timide couverture, aux manifestations monstres de soutien au président Bachar al-Assad, comme celles qui ont rassemblé des centaines de milliers de personne –de l'avis des agences de presse internationales–, mardi 11 octobre à Damas et dans d'autres villes.

De même que ces médias font un amalgame entre les extrémistes tués par les forces de l'ordre dans des attaques armées et des embuscades, et les rares manifestants tombés sous les balles, dont on ignore d'ailleurs souvent la véritable origine. Ils pratiquent une diabolisation à outrance, utilisent un vocable dégradant pour parler des forces de sécurité syriennes en les assimilant à des « *milices pro-gouvernementales* ». Ce sont pourtant des centaines de soldats et d'officiers qui ont été tués depuis le début des troubles, et tous les jours, de nouvelles victimes tombent dans les rangs des forces armées.

Enfin, ces médias ignorent complètement les réformes entamées par le pouvoir en Syrie, qui devraient commencer à se concrétiser dès décembre avec des élections locales, pour se poursuivre en février 2012 par des élections législatives, avec la participation de nouveaux partis dont 11 ont été autorisés depuis la promulgation de la loi sur le multipartisme. Entretemps, une nouvelle Constitution aura été rédigée, mais cela ne semble nullement intéresser les « *défenseurs de la démocratie, de la liberté et des droits de l'homme* ».

L'entêtement de l'Occident et de ses médias auxiliaire à vouloir sur-dramatiser la situation en Syrie vise à justifier la poursuite des pressions politiques et diplomatiques à tous les échelons. Le dernier épisode en date est la réunion urgente du conseil ministériel de la Ligue arabe à la demande des États du Golfe, dimanche 16 octobre, pour tenter d'isoler la Syrie. Le but ultime

étant de fournir des arguments aux Occidentaux afin qu'ils puissent reprendre leur offensive diplomatique au Conseil de sécurité, freinée par le double veto sino-russe.

Le comble est que des émirats immensément riches, gouvernés par des familles, et des pétromonarchies qui ne disposent même pas d'une Constitution et où les femmes sont privées de leurs droits les plus élémentaires, s'érigent en défenseurs de la démocratie et des droits de l'homme. Sous l'œil hypocrite de l'Occident.

Mais comme dit le proverbe arabe : « *Les mensonges ont la vie courte* ».

La tendance au Liban

Les nouveaux faux calculs de Joumblatt

Le leader druze Walid Joumblatt, qui a rencontré à Paris il y a quelques mois le secrétaire d'État adjoint pour les Affaires du Proche-Orient, Jeffrey Feltman, et les responsables turcs à Ankara, semble sous l'influence de ce qu'il a entendu sur « *l'imminence* » de la chute du régime syrien. À la lumière de ces « *assurances* », il a progressivement modifié son discours politique pour mieux l'adapter « *aux nouvelles réalités* » qui lui ont été révélées.

Pour faire un équilibre, et, surtout, pour éviter de se retrouver dans la mauvaise tranchée, Walid Joumblatt a fait une distinction entre ses positions concernant le Hezbollah et celles qui ont trait à la Syrie. Dans le même temps, il veut garder un fil avec son allié d'hier Saad Hariri, en se posant en farouche défenseur du financement du Tribunal spécial pour le Liban (TSL). Il s'agit d'un cocktail de positions contradictoires, qui ne répondent à aucune logique ou principe, sinon ceux de l'instinct de conservation politique en tant que dernière dynastie libanaise de type féodal.

Mais voilà. Les prévisions américano-turques ne semblent pas aussi « *imminentes* » et au lieu d'empirer, la situation s'améliore en Syrie.

Encore une fois, Walid Joumblatt semble avoir fait de faux calculs qui le propulsent dans le camp des perdants. Mais cette fois-ci, il a peut-être commis l'erreur de trop qui précipitera sa fin politique inévitable.

Déclarations et prises de positions

Mgr Béchara Raï, Patriarche de l'Église maronite

Extraits d'une interview accordée à l'hebdomadaire libanais *Magazine*, le 14 octobre

« La conjoncture politique et sécuritaire, la montée du fondamentalisme, la guerre et la violence menacent les chrétiens d'Orient. Le dernier exemple en date, c'est ce qui s'est passé tout récemment en Irak. Alors qu'ils étaient en train de prier en famille, ils ont été massacrés et des universitaires ont été assassinés sans raison. La situation est la même en Égypte. Aujourd'hui, toutes les parties sont menacées en Orient mais les chrétiens sont particulièrement victimes de cette violence. Leur présence est menacée aussi faute de la situation économique. Résultat : le Moyen-Orient se vide petit à petit de ses chrétiens. Pourtant, ces derniers ont un grand rôle à jouer dans l'enrichissement des cultures et des civilisations dans cette région. Je tiens à rappeler d'ailleurs qu'ils sont là depuis la naissance du Christ (...) Les chrétiens, citoyens originaires de cette région, ont des droits fondamentaux, de citoyenneté, de liberté d'esprit et de culte (...) L'Église ne soutient aucun régime politique. Elle n'est contre aucun parti mais contre la guerre, la violence quelle que soit sa source, que ça soit celle des dirigeants politiques ou celle d'un peuple qui l'utilise. Nous sommes avec les réformes politiques, partout, dans tous les pays arabes et avec les libertés publiques. Nous sommes avec les réformes en Syrie, mais pas avec la violence et la guerre. J'ai donné l'exemple de l'Irak, où, en voulant instaurer la démocratie, ça a dégénéré en une guerre civile entre sunnites et chiites, et un million de chrétiens ont été chassés alors qu'il y avait un million et demi. J'ai donc attiré l'attention qu'il ne faut pas refaire en Syrie ce qu'on a fait en Irak. Avec une transition de pouvoir, on peut passer d'un régime dictatorial à un qui est pire encore, parce qu'il y a dans les pays arabes, une croissance des groupes fondamentalistes qui sont financés par des États armés et organisés. S'ils arrivent au pouvoir en Syrie, ça sera pire encore. En Syrie, si un changement de régime survient, probablement pour se défendre, les alaouites déclareront leur Etat que la communauté

internationale reconnaîtra. Cela veut dire que le projet du Nouveau Moyen-Orient qui est la partition des pays arabes commencera à être exécuté. »

Michel Aoun, principal leader chrétien

Extraits d'une interview accordée à *An Nahar*, le 10 octobre

« Je rejette catégoriquement le financement du Tribunal spécial pour le Liban. Cette position nous est propre, indépendamment des autres partis politiques. Le Hezbollah peut l'accepter, mais nous non, C'est une question de principe. Nous ne pouvons pas verser de l'argent au tribunal international sans une entente ou un accord entre le Conseil de sécurité et nous. Je m'y oppose parce que cet argent sera alors dépensé injustement et illégalement. Ma prise de position n'est dirigée ni contre la justice ni contre le tribunal. Le ministre des Finances déroge aux lois et à la Constitution en appuyant le versement de la part libanaise au TSL. Est-il permis aux Nations unies d'imposer une taxe illégale à tel ou tel pays ? »

Cheikh Naïm Kassem, secrétaire général adjoint du Hezbollah

« Les dernières accusations états-uniennes contre l'Iran visent à susciter des troubles et des conflits entre les musulmans. Le récit des États-Unis concernant la tentative d'assassinat de l'ambassadeur saoudien à Washington le fait d'avoir pointé le doigt d'accusation vers l'Iran, est semblable à un film américain. L'objectif de ces allégations vise à ternir l'image de l'Iran dans le monde arabo-musulman. Les États-Unis portent cette accusation contre l'Iran parce que ce pays constitue une véritable entrave aux projets états-uniens dans la région arabe. »

Revue de presse

As Safir (Quotidien libanais proche de la nouvelle majorité, 14 octobre 2011)

Nabil Haitham

La majorité fait preuve de prudence vis-à-vis du financement du Tribunal spécial pour le Liban (TSL), pour éviter toute retombée négative sur le gouvernement, qui commence déjà à chavirer. L'ancien Premier ministre Omar Karamé, qui a rencontré

dernièrement le président syrien Bachar al-Assad et le secrétaire général du Hezbollah, Sayyed Hassan Nasrallah, a été on ne peut plus clair en déclarant, pour la seconde fois en moins de 48 heures, que le financement du TSL ne passera ni en Conseil des ministres ni au Parlement. Walid Joumblatt a entendu ces mêmes assurances lors de son entretien avec Sayyed Nasrallah.

Des sources informées croient savoir que la décision de Najib Mikati en faveur du financement du TSL est définitive et irrévocable. Si Mikati arrive au point où il lui faudra choisir entre le versement de la contribution libanaise et son poste de Premier ministre, il choisira la première option, quitte à présenter sa démission. Cependant, précisent les mêmes sources, Mikati n'a pas encore perdu tout espoir de régler la question avec le moins de dégâts possible. À cette fin, il se concertera probablement bientôt avec le commandement du Hezbollah et le président Nabih Berry.

As Safir (13 octobre 2011)

Kassem Kassir

Des sources diplomatiques arabes à Beyrouth affirment que les prochains mois seront décisifs pour déterminer l'orientation des développements en Syrie. Le régime syrien a réussi jusqu'à présent à contenir les mouvements de protestations et le Conseil de sécurité n'a pas pu imposer des sanctions à la Syrie. C'est pourquoi des pays arabes et occidentaux pourraient exploiter de nouvelles options, en encourageant par exemple des groupes armés de l'opposition à mener des opérations militaires et sécuritaires contre des responsables syriens ou à provoquer des troubles sécuritaires en exécutant des attentats à la voiture piégée dans les principales villes. Une autre option qui n'est pas à écarter est la possibilité d'inciter des officiers de l'armée syrienne à mener un coup d'État, suivant un mot d'ordre arabo-occidental sur la nécessité de renverser Bachar al-Assad à tout prix. Des propos allant dans ce sens ont été tenus en marge de la conférence sur la Libye tenue à Paris, notamment par le président français Nicolas Sarkozy qui s'est engagé devant des responsables des pays du Golfe à se consacrer à Bachar al-Assad dans les prochains mois.

Les sources ajoutent que la probabilité que l'Otan entre en guerre contre la Syrie a reculé. D'abord, parce qu'une telle intervention ne

bénéficie pas de couverture arabo-internationale, ensuite, parce que des responsables iraniens ont informé le commandement turc que toute action militaire contre la Syrie enflammerait toute la région. Des contacts secrets irano-américains ont été effectués pour discuter des développements régionaux et du retrait états-unien d'Irak. Les sources signalent que les USA souhaitent que le dossier soit tranché avant la fin de l'année. Ces contacts ne sont pas encore parvenus à des résultats positifs, ce qui signifie que la région sera exposée à une période d'instabilité pendant les deux prochains mois.

As Safir (12 octobre 2011)

Daoud Rammal

Une source très bien informée s'est félicitée du grand progrès réalisé par l'Armée libanaise et les forces de sécurité en matière de sécurisation des frontières avec la Syrie. Elle se réjouit également de la coordination sécuritaire libano-syrienne qui resserre l'étau autour de tous ceux qui essaient de poursuivre les opérations de contrebande transfrontalières. Toutefois, ces succès poussent les parties lésées à chercher à détourner l'attention des forces de sécurité vers d'autres théâtres, celui du Liban-Sud précisément. Des informations indiquent en effet que des parties fondamentalistes liées à Al-Qaëda s'apprêtent à entrer en scène en tirant des missiles du Liban-Sud en direction de la Palestine occupée ou en prenant la Finul pour cible, dans le but d'alléger la pression que subissent les trafiquants aux frontières libano-syriennes. L'objectif est donc de détourner l'armée et les forces de sécurité de leur devoir en provoquant une tension aux frontières sud, mais les autorités concernées, au courant de tels projets, ont déjà pris des mesures de précaution.

As Safir (11 octobre 2011)

Antonio Cassese a fait part il y a quelques semaines de son intention de démissionner de la présidence du TSL au secrétaire général des Nations unies Ban Ki-Moon. D'autres juges du TSL avaient également brandi leur démission, en protestation contre la conduite du procureur général Daniel Bellemare, y compris le juge de la mise en état Daniel Fransen.

Ban Ki-Moon a alors tenté de dissuader Cassese, car sa démission à

cette étape précise entraînerait la chute du TSL. Après avoir consulté de nombreux pays, le secrétaire général de l'Onu a pu convaincre Cassese de présenter une demi-démission : il continuera d'occuper un poste de magistrat au TSL et présentera effectivement sa démission avant le début du procès, prévu en juin 2012.

Des informations indiquent que Daniel Bellemare a également évoqué devant des juges les difficultés qu'il a à poursuivre sa mission, surtout lorsque le procès débutera. Il est à signaler que Bellemare est à l'hôpital depuis deux mois pour suivre un traitement intensif.

Comment se fait-il que le juge Ralph Riachi, qui occupe le poste de vice-président du TSL, n'ait pas remplacé Cassese ? Le communiqué publié par le TSL a tenté de camoufler cette faille en précisant que Riachi et Cassese ont proposé le nom de Baragwanath. La démarche révèle cependant que le TSL a tenu compte de certains faits, notamment : certaines parties libanaises mettent en doute la légalité de la nomination de Riachi par le gouvernement Siniora, considéré comme illégitime et anticonstitutionnel parce que l'opposition s'en était retirée ; le général Jamil Sayyed a demandé au TSL de récuser le juge Riachi pour sa responsabilité dans l'arrestation politique des quatre généraux.

As Safir (10 octobre 2011)

Denise Atallah

La fièvre électorale semble gagner les milieux chrétiens plus tôt que prévu. Une alliance quadripartite pourrait se former entre le patriarche maronite Béchara Raï, le président de la République Michel Sleiman, le général Aoun et le chef des Marada Sleiman Frangié, dans la perspective des élections de 2013. Une source nie cependant tout alignement politique du patriarche maronite. Cela ne signifie pas qu'il se range aux côtés d'une partie chrétienne contre l'autre. Le patriarche essaie tout simplement de consolider la ligne politique du président Sleiman car il représente la voie de la modération et de l'ouverture. Des sources politiques du 14-Mars doutent de la viabilité d'une telle alliance qui représenterait un déséquilibre fondamental au niveau de deux instances

consensuelles : la présidence de la République et le patriarcat maronite.

An Nahar (Quotidien libanais proche du 14-Mars, édition datée du 14 octobre 2011)

Ibrahim Bayram

La confrontation décisive autour du financement du Tribunal spécial pour le Liban (TSL) est imminente, au vu de la fréquence des messages échangés dernièrement entre le Premier ministre Najib Mikati et le Hezbollah autour de la question. Nul ne sait encore quelle sera l'issue de cette confrontation. Des sources estiment que tout le monde attend le dénouement de la crise en Syrie. Elles ajoutent que certaines parties tentent de déclencher des mini-guerres en marge de l'évènement syrien, comme en témoignent les accusations formulées contre l'Iran dans l'affaire de la tentative d'assassinat de l'ambassadeur d'Arabie saoudite à Washington.

An Nahar (14 octobre 2011)

Sarkis Naoum

Après les nombreuses fluctuations de la position turque, Ankara a finalement rejoint définitivement le camp hostile au président syrien Bachar al-Assad. Une intervention militaire turque en Syrie est cependant peu probable, en l'absence d'un consensus international sur la question. La Syrie s'engage dans une période de stagnation, en attendant les résultats des élections parlementaires et présidentielles égyptiennes. En Égypte comme en Syrie, les islamistes, notamment les Frères musulmans, sont le groupe le plus influent du mouvement de contestation. S'ils adoptent après leur très probable victoire aux élections une attitude modérée, le monde arabe et occidental accueillera à bras ouverts les Frères musulmans de Syrie et s'activera effectivement pour soutenir la révolution syrienne. En quoi consiste cette attitude modérée ? C'est une approche qui satisfait les différentes composantes de la société égyptienne plurielle, respecte les traités internationaux signés par l'Égypte et participe à la lutte contre le terrorisme.

An Nahar (12 octobre)

Hyam Kosseify

Les trois prochains mois seront cruciaux pour le Liban et la Syrie. Il s'agira d'une période de transition. Telles sont les conclusions d'une lecture politique libanaise qui souligne, dans le cas du Liban, l'échéance du financement du TSL, et dans le cas de la Syrie, le sort du régime du président Assad. Selon cette lecture, qui se base sur des informations diplomatiques et libanaises, Assad est en passe de reprendre en main graduellement la situation intérieure dans son pays. Ce qui ne sera pas sans répercussions sur le Liban. La Syrie, forte du soutien de la Russie et de la Chine, sera plus ferme dans le dossier libanais. La preuve ? Le financement du TSL est d'ores et déjà dans le collimateur du camp qui y est opposé. Les analystes précités craignent une telle situation, d'autant plus que le 14-Mars, moins soudé que jamais, vit une confusion politico-médiatique sans précédent.

An Nahar (10 octobre)

Ali Hamadé

La bataille pour le TSL ne concerne pas le financement de ce tribunal. C'est une bataille pour protéger le tribunal, réclamé par une vaste majorité des Libanais. Le financement est secondaire. De grands dirigeants et journalistes ont été assassinés pendant la bataille pour la liberté et l'indépendance. Il est normal qu'on refuse que toute leur cause soit réduite au financement du tribunal, au point que l'on fasse oublier aux gens la finalité de l'existence de cette cour, créée pour faire triompher la justice et mettre fin à l'impunité. Nous n'attendons rien d'un gouvernement amené au pouvoir par les assassins au Liban et en Syrie. Rien de bon, au moment où des partisans des assassins occupent des sièges ministériels tandis que les victimes restent dehors. Il faut mettre fin à l'ère de ceux qui ont fait couler le sang des Libanais et des enfants en Syrie. La cause est la même, ici et là.

Al Akhbar (Quotidien libanais proche de la nouvelle majorité, 14 octobre 2011)

Fidaa Itani

Le Courant du futur vit une dure déprime qui est plus due à l'humeur de Saad Hariri qu'aux défaites politiques qu'il a subies. Le coup le plus dur a été la désertion de Walid Joumblatt. Le printemps arabe, pourtant présenté par les figures du Courant du

futur comme une continuation de la « *révolution du Cèdre* », n'a pas réussi à remonter le moral aux membres du parti, qui continuent de souffrir du complexe de « *l'expansion perse* » et de la phobie anti-chiite. La crise financière de Saad Hariri a également gravement affecté ses partisans. Même si elle a finalement été réglée par l'Arabie saoudite il y a quelques semaines, cela ne semble pas suffisant pour donner un nouvel élan politique au courant. Tous ces facteurs ont provoqué chez le CdF des crispations, des comportements irrationnels comme le transfert d'armes en Syrie et une indifférence générale. Aujourd'hui, le parti de Saad Hariri attend surtout le dénouement de la crise en Syrie. Mais rien ne garantit qu'il sera dans son intérêt.

Al Moustaqbal (Quotidien appartenant à la famille Hariri, 14 octobre 2011)

Souraya Chahine

Plusieurs ambassadeurs occidentaux en poste à Beyrouth ont exprimé leur inquiétude au sujet des violations syriennes des frontières entre le Liban et la Syrie et ont redouté que de tels incidents ne se reproduisent. Cette inquiétude est alimentée par plusieurs facteurs : le dénouement de la crise en Syrie demeure incertain, cette crise pouvant durer encore longtemps selon les prédictions diplomatiques ; les zones concernées par ces violations sont souvent celles où les frontières n'ont toujours pas été délimitées. D'où les appels incessants de la communauté internationale à tracer, et sécuriser, ces frontières ; les autorités syriennes s'arrogent le droit de pourchasser des individus sur le sol libanais. Ce qui est encore plus dangereux que la simple violation des frontières.

Ad Diyar (Quotidien libanais proche de nouvelle majorité, 11 octobre 2011)

Iskandar Chahine

Il n'est plus un secret que l'élection du patriarche maronite Béchara Raï a été dictée par des impératifs chrétiens par excellence, le Vatican ayant eu vent d'un projet américano-israélien visant à renflouer les Frères musulmans au Moyen-Orient pour semer les germes d'une discorde sunnito-chiite qui plongerait le monde arabe dans le chaos et paralyserait le géant nucléaire iranien. Un

projet qui pourrait également déraciner les chrétiens, devenus une minorité dans cette région du monde. Le patriarche, mis au courant d'un tel projet, a exposé ses craintes au président Nicolas Sarkozy, qui a essayé de le convaincre que les Frères musulmans sont désormais convaincus par l'édification d'un État civil et que le parti de la justice et du développement en Turquie en est le meilleur exemple. Le patriarche lui aurait alors répondu : si vous, Européens, en êtes convaincus, pourquoi avez-vous refusé l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne ?

Pierre Khalaf

Source
New Orient News (Liban)

Source : « Le capitalisme sauvage est en crise », par Pierre Khalaf, New Orient News (Liban), *Réseau Voltaire*, 17 octobre 2011, www.voltairenet.org/a171698